

Je fus ensuite licencié en février 1997 par Michèle TABURNO, quelques semaines avant le décès de mon grand-père, pour avoir notamment exprimé ma désapprobation sur sa qualité de juge et partie dans cette procédure arbitrale en tant que présidente de la Fondation VASARELY et attributaire privilégiée dans ce partage.

Au lendemain même de la publication du 14 avril de la « **précision de l'auteur de l'article** », le journaliste me faisait parvenir le courriel suivant (15 04 08 à 12h48) :

Monsieur, cette passe d'armes étant passée, à propos d'un factuel plutôt sobre, je voudrais revenir sur ce sujet, et serais donc heureux de vous parler. Je suis à votre disposition pour vous appeler quand vous aurez un moment, ou même vous voir si vous passiez par Paris. Avec mes sentiments les meilleurs.

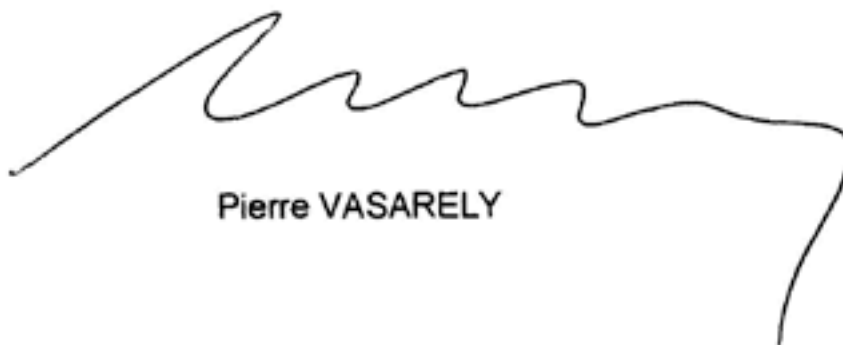
Je lui répondais en retour (16 04 08 à 18h54) :

Monsieur, Les passes d'armes ont pour vocation de permettre à deux bretteurs de se mieux connaître. L'échange suivant devrait les enrichir en respectant leur diversité. C'est ce que je souhaitais vous dire, en vous téléphonant, en vain pour le moment, et sans laisser de message pour respecter votre consigne. Le présent mail pour vous exprimer combien j'apprécie votre démarche et votre offre de se rencontrer à Paris à l'occasion de l'une de mes prochaines visites. Après avoir fait connaissance, je vous soumettrai un bref texte qui décrira ce qu'étaient mes relations avec mes grands parents, mon père et ma belle mère et plus précisément mon parcours professionnel dans la période 1985/1997. J'espère que le journaliste d'investigation honoré en décembre par Madame Christine ALBANEL séparera le bon grain de l'ivraie. Cordialement.

PS : Peut-être pourriez vous essayer de me joindre demain entre 9 h et 10h30.

Cet échange avec un professionnel de qualité et mes précisions désamorcent à nouveau une manœuvre malveillante de Michèle TABURNO qui est désormais en France comme aux Etats-Unis au centre d'un faisceau de présomptions précises concernant la « mise à sac » entre 1995 et 1997 de la presque totalité des donations faites à cette institution reconnue d'utilité publique (cf. le texte sur le site de notre association de l'assignation récente de l'administrateur provisoire aux trois attributaires principaux de cette procédure).

Cordialement.



Pierre VASARELY